



# L'éducation et les « lois du marché »

Omar Aktouf

Un peu partout dans le monde, et au Canada, la progression des idées et de la gouvernance mondialiste, néo-libérale, veut mettre l'institution de l'éducation face aux dites « lois du marché ». On cherche à la couler dans le giron de, dit-on, la « saine » compétitivité et « l'efficacité »... À l'instar du secteur privé, sans cesse présenté comme exemple de bonne et efficace gouvernance (malgré les scandales qui secouent le milieu des affaires de l'Amérique du Nord en cet été 2002). Je reste perplexe devant l'apparente incapacité de nos milieux politiques de voir ce qui désormais crève les yeux : le milieu des affaires et le marché, tout ce qui est dit « libre entreprise » et « secteur privé », s'ils ne sont guidés, surveillés, contrôlés, bridés... par un bon et solide projet de société et un *état fort au service de ce projet de société*, se transforment tôt ou tard en systèmes de spéculation, de trafic, d'accaparement des richesses et de mal-vie pour les citoyens. On cherche, aveuglément, à tout privatiser, sous prétexte de devenir plus « efficace ». Mais, d'abord, que veut dire « efficacité » lorsqu'il est question de niveau de culture et de connaissances ou de santé de nos semblables ? Est-ce le marché qui en est la mesure ?

Pourtant on continue de faire comme si le système de marché autorégulé restait « le meilleur malgré tout ». Et on continue d'ignorer les modèles où le marché est tout sauf « roi ». Les exemples, en ce sens, ne manquent pas : de la Norvège, au Japon, au Danemark, à l'Allemagne... le système de marché contrôlé par l'État et des lois où travailleurs, syndicats, société civile... ont tous leur mot à fait, depuis au moins deux siècles, plus que ses preuves. Mais ce système ne laisse les « hommes d'affaires » faire ce qu'ils veulent, comme ils veulent, quand ils veulent... ce qui est communément mis derrière l'expression « libre marché » et... même, « démocratie » !

## La vocation de l'institution éducative et les marchés : former le citoyen et non l'employable

La vocation de la fonction éducative en société humaine est de transmettre de façon totale et gratuite, à tous ses membres, l'ensemble des savoirs, valeurs, culture... d'une génération à la suivante. Ce n'est pas de former des « employables » destinés à servir le profit privé régnant sur des marchés sans règles et sans limites. La vocation de l'éducation est, au contraire,

d'assurer la pérennité de ce don que seule l'espèce humaine a reçu : être capable d'accumuler, de transmettre et d'enrichir les connaissances et la sagesse acquises d'une génération à l'autre. Il est donc question d'éduquer et de former chaque être humain à devenir un **citoyen** membre à part de sa culture, l'ayant étudiée, apprise et comprise. Et ce citoyen ne peut jouer pleinement son rôle que s'il est **apte à discerner**, pour se forger une opinion propre (ce qui prend des années de patient apprentissage) et apte aussi, à **poser les bonnes** questions aux pouvoirs en place, afin de concrétiser et bonifier la vie démocratique.

À ce critère d'employabilité tous azimuts, qui serait aujourd'hui employable entre Socrate, Chateaubriand, Victor Hugo ou Marguerite Yourcenar... ? Un philosophe ou un poète, est-ce employable ? Que serait la société des humains sans philosophes et sans poètes ? Pourtant c'est de la poésie et de la philosophie (au sens le plus étendu) que les humains se forgent le sens du Bien et du Mal, du Beau et du Laid, de l'éthique et des valeurs...

D'où viendrait la créativité, l'innovation, la qualité totale... que toutes réclament toujours davantage les entreprises privées elles-mêmes, sinon de citoyens correctement et *gratuitement* instruits et cultivés, *le plus possible* ?

De plus, la vocation de l'éducation et de ses institutions est d'éveiller les générations à prendre conscience de ce qui va mal pour être aptes à le corriger et à le dépasser; être apte à formuler de tout nouveaux problèmes, que la génération qui les instruit est bien incapables de même deviner. Ceci n'a certainement rien à voir avec « former des employables » pour le marché.

### Le fondement de la logique de la privatisation tous azimuts : le tout-business

La logique du privé et de la privatisation, c'est mettre dans l'obligation des entités qui ont pour mission de fonctionner selon la logique de l'État (logique de **service au citoyen, de maintien de la dignité du citoyen** – dignité qui dépend de tout ce qui relève des besoins dits essentiels : depuis le toit sur la tête jusqu'à la culture et l'éducation, en passant par la santé, le transport et l'alimentation), à fonctionner selon une toute autre logique, celle du compte de bénéfices et de bilan, propre au secteur privé (qui a pour rôle de mettre en **vente sur un marché de choses vendables des produits et services destinés à générer du profit**). Nous sommes donc en présence d'entités dont la différence en est une de nature et non de modalités. Comparer les institutions étatiques à l'entreprise privée, c'est comme comparer une baleine et un cheval, en prenant comme système de référence l'océan, et en reprochant au cheval de ne pas plonger aussi vite qu'une baleine ! L'État n'est pas business et il n'a pas à l'être. Prenons des exemples. La privatisation de services publics (du genre : justice, défense, sécurité...) comme l'électricité en Californie et au Brésil, les Chemins de fer en Angleterre, les prisons au Texas... a conduit en quelques années à la catastrophe : le privé, soucieux – évidemment – de faire de l'argent, n'a pratiquement pas investi dans le nécessaire renouvellement des installations et la qualification des employés (ce sont des coûts !); résultat : la Californie est

La vocation de la fonction éducative en société humaine est de transmettre de façon totale et gratuite, à *tous ses membres*, l'ensemble des savoirs, valeurs, culture... d'une génération à la suivante. Ce n'est pas de former des « employables » destinés à servir le profit privé.

obligée de vivre en état de rationnement d'énergie, le Brésil est en déficit dramatique d'électricité, et l'Angleterre affublée du système de transport ferroviaire parmi les moins sûrs du monde ! Quant aux prisons du Texas, elles ont les tristes records du nombre relatif de prisonniers (plus que la France, l'Italie et l'Allemagne réunies) et celui des exécutions... La raison ? Des prisons privées ont intérêt à « encourager » les condamnations les plus lourdes, la délinquance la plus grave et la criminalité la plus florissante; toute situation contraire serait saper les gains et la prospérité du « business » prisons. Et l'éducation, alors ?

## Publicité dans Education Canada

*Êtes-vous intéressé à annoncer dans Education Canada ?*

*Voulez-vous faire connaître vos produits et services au moyen d'encarts publicitaires ?*



*Aimeriez-vous rejoindre plus de 10 000 décideurs du secteur de l'éducation ?*

Si oui, communiquez avec :

Barbara Lebo, Lebo Media Services  
Téléphone : (905) 709-2272  
Télécopieur : (905) 709-9787  
Courriel : lebo@trends.ca



## Faire aller l'éducation vers la logique de la concurrence et du privé : un crime contre la civilisation

Mettre le système de l'éducation sous cette même logique de « lois du marché » c'est aboutir au même cercle vicieux que celui des prisons du Texas. L'intérêt bien pensé, maximaliste, de court terme... d'une éducation privée, c'est « d'encourager » la facilité et les diplômes « achetables » (en ce sens, les États-Unis ont aujourd'hui un grand problème d'inflation des notes dans ses universités, en concurrence « pour attirer la clientèle » : à Harvard 50 % des finissants sortent avec des A+ !). En plus de drainer les élèves les plus forts par origine sociale (ayant déjà des livres à la maison, des parents plus instruits, des dictionnaires et des encyclopédies chez eux) et les plus riches, ce sera la course aux enseignements les moins exigeants, les contrôles les plus laxistes... À terme, ce sera à qui délivrera les diplômes avec le moins de connaissances et de difficultés possibles. Les universités se mettent à rivaliser de programmes prédigérés, ultra-rapides (pour attirer des étudiants fortunés, cadres, etc., plus payants).

On brandit de ci de là, l'exemple des États-Unis, avec les fameux « chèques éducation » donnés aux parents pour qu'ils choisissent et mettent en compétition écoles et universités... On oublie que cela, aux USA, ne se fait que dans trois états, à titre encore expérimental et limité. Et puis où, le parent moyen, ira-t-il inscrire ses enfants s'il a le choix entre une école qui promet de « produire » des Gretzky et des Dion et une autre qui propose Socrate et Simone de Beauvoir ? La réponse me semble, hélas ! plus que probable et prévisible.

## Enseignement public et enseignement privé : incompatibles, en concurrence ou complémentaires ?

Loin de moi l'idée de prétendre que le choix n'est qu'entre système public et système privé. Je suis, comme en tout, contre les extrêmes. Il existe des exemples de « complémentarité » bien... efficaces ! Depuis le Brésil jusqu'au Danemark... :

- Le Brésil : le système universitaire public y est fameux pour son efficacité, son haut degré d'exigences et la haute qualité des diplômés qu'il génère, à côté d'un système universitaire privé qui, lui, joue le rôle de « palliatif » : les étudiants n'ayant pas pu réussir aux concours pour accéder au public se retournent vers lui, où, moyennant finances, ils peuvent faire des études. Universités privées et publiques y sont également soumises à contrôle et cotation annuels de la part de l'État.
- L'Allemagne : dans la plupart des länder, écoles et universités privées n'ont aucun financement public, et... l'obligation de

réserver jusqu'à 20 % des places pour non payants ! Ceci sans parler du fameux système « dual » qui fait obligation aux entreprises de participer gratuitement à la formation professionnelle des étudiants qui suivent ce genre de filières, en plus de leur payer plein salaire durant les stages pratiques !

- Le Danemark : au premier cycle universitaire, tous les étudiants reçoivent environ 800 \$ par mois... pour étudier gratuitement ! au second cycle, ils reçoivent 1 400 \$.

Pourquoi ne pas prendre ces exemples plutôt que les sempiternels États-Unis (dont on sait les niveaux souvent très bas et la violence, sans pareille ailleurs, en milieu scolaire) et autres Ontario ?

Un système d'éducation privé donc ? Pourquoi pas, mais à côté et en complémentarité (surtout **pas compétiteur**) du public, fonctionnant avec de l'argent privé, et ouvert à des quotas significatifs d'étudiants non payants. Mais sa vocation devra vraiment être d'abord d'éduquer, *non d'utiliser l'éducation pour faire de l'argent à tout prix*.

Les pays où les populations bénéficient d'un bon système de santé sont ceux où ils ont aussi de bons systèmes d'éducation, de transports, de répartitions des richesses, de soins aux plus démunis, de services publics.

L'éducation, pas plus que la santé, le logement minimal décent, le transport minimal, l'énergie, les produits et services de premières nécessités, la protection des milieux de vie... ne doivent être laissés aux lois de l'argent et de la fructification de l'argent. Ce sont là des droits imprescriptibles de tout être humain qui ne peuvent souffrir aucune considération mercantile. Le rôle de l'État est de les en protéger, en plus d'obliger les milieux d'argent à y participer et à y consacrer ce qu'il faut de leurs fortunes. L'Allemagne, les pays Scandinaves, Sud Asiatiques... le font... pour leur plus grand bonheur (non confondu avec performances des milieux financiers et fortunes des plus riches) et l'efficacité redoublée de leurs économies *réelles* (le dernier Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, ne cesse d'y faire référence dans son dernier livre).



### Instruire ce n'est ni amuser, ni vendre des produits : en finir avec les approches sectorielles

Par la pénétration du langage du business dans les sphères du public, on en a fini par parler des élèves en « clients » à l'entrée en « produits » à la sortie. Ce ne sont ni l'un ni l'autre. Le philosophe Alain se retournerait dans sa tombe, lui qui a écrit « instruire, ce n'est pas bercer », devant l'acharnement de nos institutions d'éducation à faire de *l'entertainment* (à la rentrée 2001, un écolier de première année a ainsi déclaré aimer l'école « parce qu'on s'y amuse plus qu'à la maison » !). C'est à qui « attirera » le plus de « clients », fournira les « produits » les plus désirés par « le marché », pour se voir doter de plus de subventions et de plus de sources de financement. Voilà à coup sûr le genre de lutte où toute la société ne peut qu'être perdante. Tout ne peut être marchandise. L'éducation en premier.

Et puis, dans l'intérêt même des entreprises, il est clair qu'un employé de type allemand ou japonais (parmi les plus productifs, les mieux en santé... et qui travaillent – et se stressent – moins en horaires/semaine que les Nord-Américains – contrairement à bien des préjugés –), est bien plus souhaitable pour elles (il est en moyenne, selon *L'état du monde*, trois fois plus cultivé et plus instruit, et... sept fois plus formé en milieu de travail) que le contraire !

Est-ce en livrant pieds et poings liés nos systèmes d'éducation aux strictes « lois du marché » qu'on y arrivera ?

Mais il faudrait cesser nos façons de voir les choses de façon trop sectorielle. Il faut enfin comprendre que, comme la biologie et la physique l'ont compris depuis longtemps : *rien n'est séparé de rien et tout est lié. On ne peut penser un système d'éducation indépendamment de celui de la santé, de celui du logement, de celui de l'alimentation, de celui des transports, de celui de la culture... tout cela est lié : et cela s'appelle un projet de société, pas « le marché »*. Ainsi, travaillant il y a quelques temps sur une étude comparative des efficacités des systèmes de santé, il est apparu qu'aucun des critères traditionnels ne montre de caractères différenciateurs entre pays à population « en bonne santé » ou non. Ni parts du PNB, ni contingentements ou non des facultés de médecines, ni nombre de professionnels de la santé par habitant... Ce qui a montré une différenciation, c'est de considérer des critères englobants et intersectoriels : taux de pauvreté des familles, taux de redistribution de la richesse, accès aux transports, mortalité infantile, taux d'éducation et d'accès à la culture, densité des services sociaux, etc. Alors, on aboutit à ce constat aveuglant de bon sens : **les pays où les populations bénéficient d'un bon système de santé sont ceux où ils ont aussi de bons systèmes d'éducation, de transports, de répartitions des richesses, de soins aux plus démunis, de services publics...** La raison ? Elle est tout aussi aveuglante :

### RECAP

One cannot view the education system as separate from systems of health, housing, food, transportation, or culture. Nothing is separate, everything is linked. This is what constitutes a "societal project", as opposed to a "market". Countries with good education systems also have good health and transportation systems, where there is an equitable distribution of riches and where the poor have access to health care and public services. One must look at education – and for that matter health – not in terms of "production" and "outputs", but in terms of "inputs". When healthy, well-fed, well-housed children enter an education system which can provide transportation and access to books, dictionaries, and computers, the more efficient that system will be and the better results it will produce. Conversely, health care systems are less overworked in countries where people are educated, have transportation, are better nourished, and where poverty levels are low.

pas plus que pour la santé, il ne faut voir l'éducation en termes de « production », de « sorties » du système; il convient aussi et surtout de voir en termes d'« entrées » dans les systèmes : plus l'éducation recevra d'enfants, d'adolescents... en bonne santé, mangeant à leur faim, correctement logés, transportés, disposant plus facilement de livres, d'ordinateurs, de dictionnaires... etc., plus elle aura de bons résultats et sera efficace. Symétriquement, le système de santé sera moins engorgé et moins coûteux si les populations sont moins incultes, moins anxieuses devant les charrettes des condamnés de la compétitivité, moins stressées pour le devenir et la sécurité de leurs proches, mieux transportées, mieux nourries, moins pauvres...

C'est, à l'évidence, tout sauf les « lois du marché » qui conduiront à cette efficacité là ! 🌱

1 Voir, entre autres, d'excellents livres sur ce sujet, tels que : Michel ALBERT : *Capitalisme contre capitalisme*, Paris, Seuil, 1998 ; Joseph STIGLITZ (prix Nobel d'économie) : *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002 ; Michel CHOSSUDOVSKI : *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Écosociété, 1998 ; Jacques GÉNÈREUX : *Les vraies lois de l'économie*, Paris, Seuil, 2001.

**Omar Aktouf** est professeur titulaire à l'École des hautes études commerciales de l'Université de Montréal. Il est aussi membre du Centre d'études en administration internationale (CETAI), du Centre d'études en qualité totale; du Groupe d'études et de recherche sur le management et l'écologie (GERME) et du Groupe humanisme et gestion; du bureau scientifique de la International Standing Conference on Organization Symbolism; du International Project Management Institute; et du comité scientifique de nombreuses revues dont *Gouvernance* de l'Université d'Ottawa et *Revue Tunisienne des Sciences de la Gestion*.